

nous avons déjà débattue, puis nous passerons à l'étape du rapport et à la lecture de l'article 4, la loi sur les juges. Jeudi, nous terminerons les travaux non achevés la veille, la troisième lecture du bill C-155 (article 34), relatif à la loi sur la taxe d'accise, puis nous franchirons toutes les étapes de l'article 26, les modifications à la loi de l'impôt sur le revenu. Vendredi de la semaine prochaine, nous aborderons d'abord l'étape du rapport et la troisième lecture du bill C-8, relatif à la loi sur l'aide aux enfants des morts de la guerre, et nous étudierons ensuite l'article 39, un bill qui prévoit des paiements provisoires pour les céréales non battues.

### LA FONCTION PUBLIQUE

#### LE DISCOURS DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT SUR LA LANGUE DE TRAVAIL

**M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley):** Monsieur l'Orateur, comme le secrétaire d'État ne sera pas à la Chambre demain, puis-je soulever la question de privilège. Il y a exactement une semaine, il m'avait dit qu'il me passerait un exemplaire du discours au sujet duquel je l'avais interrogé. On me dit que la traduction suscite certaines difficultés. Je me demande si je peux compter recevoir ce discours sous peu.

[Français]

**L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État):** Monsieur l'Orateur, je regrette beaucoup que le député ne l'ait pas reçu, mais je le lui ai déjà envoyé.

### ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

#### LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58  
DU RÈGLEMENT—NIGÉRIA-BIAFRA—ABSENCE  
DE MESURES POUR SOULAGER LA FAMINE

**M. Andrew Brewin (Greenwood):**

Que cette Chambre regrette que le gouvernement ait négligé de prendre des mesures efficaces pour soulager la famine générale au Nigéria-Biafra et, en particulier, regrette son refus répété d'aider aux opérations de la Joint Church Aid et de Canairielief, qui ont continué de fournir des secours substantiels en dépit de graves dangers, et demande instamment au gouvernement de changer sa politique à cet égard.

[Traduction]

—Monsieur l'Orateur, je voudrais dire en premier lieu combien je regrette l'absence pour cause de maladie du secrétaire d'État aux affaires extérieures (M. Sharp). Nous avions espéré qu'il pourrait participer à ce débat, mais nous souhaitons qu'il se remette rapidement.

[L'hon. M. Macdonald.]

**Des voix:** Bravo!

**Mr. Brewin:** Comme les députés le savent, c'est aujourd'hui le «Jour de la paix au Biafra». Dans tout le Canada, on se penche sur le sort de ses semblables du Nigéria et du Biafra qui, la Chambre le sait, sont menacés de famine générale à cause d'une guerre sans issue. Il convient que la Chambre, comme assemblée représentative de tous les Canadiens, s'efforce de trouver ce qu'on pourrait faire de plus pour aider les victimes éventuelles de la famine dans ces régions infortunées.

Les députés seront tous d'accord sur deux points. Premièrement, notre sécurité à tous repose sur la création d'une communauté mondiale où les droits fondamentaux de l'homme—surtout le droit à vie—sont respectés. Deuxièmement, même si le Nigéria et le Biafra semblent bien loin à beaucoup de Canadiens, nous avons raison de nous inquiéter du sort tragique réservé à de nombreuses innocentes victimes de la guerre et nous avons raison de faire de notre mieux pour les soulager. Là où l'on ne s'entend pas, c'est sur ce qu'il est possible de faire et sur la façon de s'y prendre. La motion dont Votre Honneur a saisi la Chambre accuse le gouvernement de ne pas avoir fait assez.

Je pose ces questions: qu'a-t-il fait, qu'est-ce qu'il n'a pas fait, qu'a-t-il négligé de faire qui, à notre avis, aurait dû être fait et qu'est-ce qui peut être fait à l'avenir. J'ai l'intention de donner des réponses très précises à ces questions. En fait, la motion elle-même est précise.

Le gouvernement aurait pu seconder les opérations de la Joint Church Aid en fournissant des avions, des approvisionnements ou de l'argent. Il ne l'a pas fait. La motion le presse de le faire à l'avenir.

Tout d'abord, monsieur l'Orateur, examinons ce qu'a fait le gouvernement. Le 24 octobre, comme en fait foi la page 37 du hansard, le premier ministre (M. Trudeau) a indiqué que le gouvernement canadien avait fourni pour environ 3 millions de dollars de vivres et de secours au Biafra. Si le premier ministre prend part au débat, j'aimerais savoir comment ces 3 millions ont été répartis. Combien a été dépensé en faveur du camp fédéral et combien pour l'autre camp.

En octobre 1968, le député d'Egmont (M. MacDonald) et moi-même, après une brève visite au Biafra, avons supplié le gouvernement de prêter des appareils Hercules et à la Croix-Rouge internationale, qui faisait le pont aérien entre Fernando Po jusqu'à l'aéroport d'Uli au Biafra, et à l'organisme de secours des églises, plus tard désigné la Joint Church Aid qui assurait un service aérien entre le